Christian LANGEAIS, *Marguerite. Biographie de Marguerite Buffard-Flavien (1912-1944)*

Paris, Le Cherche-Midi, 2009

Françoise Thébaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/11980>

DOI : [10.4000/clio.11980](https://doi.org/10.4000/clio.11980)

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

Pagination : 307-309

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Françoise Thébaud, « Christian LANGEAIS, *Marguerite. Biographie de Marguerite Buffard-Flavien (1912-1944)* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 39 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/11980> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.11980>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Christian LANGEAIS, *Marguerite. Biographie de Marguerite Buffard-Flavien (1912-1944)*

Paris, Le Cherche-Midi, 2009

Françoise Thébaud

RÉFÉRENCE

Christian LANGEAIS, *Marguerite. Biographie de Marguerite Buffard-Flavien (1912-1944)*, préface d'Odette Nilès, postface de Roger Bourderon, Paris, Le Cherche-Midi, 2009, 391 p.

- 1 Le 13 juin 1944, Marguerite Buffard-Flavien, arrêtée quelques jours auparavant après d'autres camarades des groupes FTP de Lyon, se jette par la fenêtre de la salle d'interrogatoire de la Milice et meurt peu après à l'hôpital. Le livre que Christian Langeois consacre à cette figure héroïque, dont il reconstitue le parcours à partir des archives départementales, de quelques entretiens, des hommages qui lui ont été rendus après-guerre, de l'autobiographie rédigée comme cadre du parti communiste, et surtout de correspondances privées gardées par la famille, atteste une fois de plus de la participation des femmes à la Résistance et du tribut qu'elles ont payé. Mais il est plus encore, comme le souligne la postface de Roger Bourderon, une plongée « au cœur du militantisme communiste des années 1930-1940 et de ses contradictions ».
- 2 Née de parents instituteurs du Jura – son père, socialiste, a été profondément marqué par l'expérience de la Grande Guerre –, élève de l'École normale supérieure de Sèvres, promotion 1932, puis professeure de philosophie – une ascension sociale classique par les études même si elle souhaitait au départ devenir médecin –, Marguerite Buffard vient à la politique par l'antifascisme. Travailleuse et combative, c'est en partie grâce à elle que les Sévriennes obtiennent de recevoir un pécule comme les jeunes gens de la rue d'Ulm ; c'est elle également qui, avec d'autres « majors » au certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire, présente au ministre la protestation des élèves contre les

menées factieuses du 6 février 1934. Animatrice à l'ENS de Sèvres de la section du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, elle adhère, comme bien d'autres, au Parti communiste peu après sa première nomination à Colmar à l'automne 1935 : pratiquant alors une politique de front populaire, le PC passe de moins de 30 000 membres début 1934 à plus de 300 000 en 1937. Ayant appris l'alsacien, Marguerite exerce rapidement des responsabilités, notamment comme propagandiste auprès des femmes du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Nommée deux ans plus tard au lycée de Caen, professeure appréciée de ses élèves, elle assume pleinement la ligne communiste, pratiquant le travail d'organisation comme celui d'éviction des éléments accusés de trotskisme. Seul professeur du secondaire à faire, dans le Calvados, la grève du 30 novembre 1938 et à ne pas reprendre ses cours pour aider au réembauchage des ouvriers licenciés, elle est signalée par le Préfet qui demande son envoi « à un poste où elle ne risque pas, par son action de persuasion certaine, d'amener à nouveau le trouble dans l'édifice social ». Mutée d'office, elle enseigne au lycée de jeunes filles de Troyes à partir du 3 février 1939. Toujours militante, elle fait la connaissance de Jean Flavien, paysan autodidacte et secrétaire régional communiste qu'elle épouse le 12 août 1939.

- 3 L'un des intérêts du livre est de faire comprendre ce qu'est un couple communiste des années 1930 : amour fondé sur la fidélité vouée au Parti et sur le partage de valeurs communes, engagement total, croyance messianique en un monde meilleur que l'un et l'autre préparent pour l'humanité et pour leurs futurs enfants, si souvent évoqués dans leur correspondance, où les éléments politiques sont dits de façon codée. En effet, les temps cruels qu'ils affrontent n'offrent aux jeunes mariés qu'une vingtaine de jours de vie commune avant la mobilisation, et deux permissions pendant la « drôle de guerre » : Jean est fait prisonnier en juin 1940, bientôt envoyé en Poméranie dans un kommando agricole ; entre-temps, Marguerite subit à la fois la répression exercée contre les communistes – qui ont approuvé le pacte germano-soviétique – et l'exclusion du Parti. Révoquée sans traitement le 17 décembre 1939, elle refuse l'aide de collègues – rompant « les derniers liens avec [son] ancien milieu » – et prend un poste d'ouvrière dans une bonneterie. Résultat de tensions internes exacerbées par le climat de répression et l'éloignement du chef, l'épreuve suivante, « atroce », est l'exclusion du Parti sans motifs précisés – de fait, elle est considérée comme gauchiste et de tendance trotskiste – mais avec des rumeurs de trahison. Seuls l'amour de Jean et l'assurance de leur fidélité communiste lui permettent de tenir face au « mur de la haine » ; elle s'installe alors chez ses beaux-parents et aide au travail de la ferme. Emprisonnée à Dijon pendant l'offensive allemande de mai 1940, libérée par l'exode et même réintégrée dans l'enseignement en février 1941 – ce qu'elle refuse en se faisant porter malade –, elle est ensuite surveillée par les autorités de Vichy, bien qu'elle n'ait pas d'activité militante avérée, fermière que ses anciennes collègues sont heureuses de solliciter pour améliorer leur ordinaire. Jusqu'à son arrestation, le 24 septembre 1942, comme « communiste susceptible de menées antinationales ».
- 4 L'ouvrage consacre deux chapitres aux camps d'internement où est transférée Marguerite : d'abord La Lande en Indre-et-Loire puis Mérignac près de Bordeaux où sont envoyées le 29 août 1943 les 25 « plus fortes têtes ». Marguerite est en effet une meneuse qui défend les intérêts des détenues, organise ses compagnes, met sur pied des cours et des séances récréatives, obtient le partage solidaire des colis. « Ici, je suis utile, d'une autre manière », écrit-elle à sa belle-famille. Mais minée par l'inaction, alors que la Résistance se développe, animée d'une farouche volonté « d'effacer janvier 1940 » – son exclusion du Parti –, elle s'évade le 16 décembre 1943, travaille quatre mois à Paris

dans une compagnie d'assurances avant d'être mise en contact avec les FTP de la région lyonnaise. Elle devient Jeanne Delbecq, agent de renseignements dont les fonctions, semble-t-il importantes, sont difficiles à préciser faute de sources. Jusqu'à son arrestation le 10 juin 1944. Avant le retour de Jean qui n'intervient qu'au printemps 1945, sa mère sollicite auprès de Marcel Cachin la réhabilitation de sa compagne ; la réponse, mitigée, ne revient pas sur la légitimité de la sanction mais l'annule, la jeune femme étant « morte victime de sa conduite courageuse, en bonne et vaillante communiste ».

- 5 Christian Langeois, syndicaliste et non historien comme il le précise, dit avoir été fasciné par la correspondance de Marguerite, effectivement parfois trop présente par rapport au récit historique et à l'interprétation. Mais les lettres entre le Plouc et sa Ploucine – c'est ainsi qu'ils se désignent affectueusement – sont incontestablement des documents de premier ordre sur le militantisme communiste. Citons, pour finir, ces mots d'avril 1942 où se lit une des clés de cet amour tragique inscrit dans les années noires de la guerre et de l'occupation : « Nous vivons alors que d'autres meurent. Serons-nous considérés comme ayant fait notre devoir. Par qui ? Toi à cause de la captivité, moi à cause de ce que tu sais, nous échappons au jugement des seuls à qui nous reconnaissons le droit de nous juger ».

AUTEURS

FRANÇOISE THÉBAUD

Université Avignon

Institut des études genre-Genève